



Debout: Sandrine Salerno, directrice de Sustainable Finance Geneva (SFG)
À gauche, Nadia Isler, directrice du SDG Lab et Patrick Odier, président de Building Bridges.

INITIATIVE Genève se rêve phare mondial de la finance durable

Building Bridges, qui réunit la Genève internationale et la place financière, vise à créer un langage commun afin de mobiliser les capitaux en faveur des objectifs du développement durable. Un immense défi.

PAR JULIEN DE WECK

«L

a Suisse et Genève pourraient être à la finance durable ce que Paris a été pour le climat.»

L'ambition est posée par Patrick Odier, président de l'initiative Building Bridges, qui a présenté à la mi-

octobre le programme de la deuxième édition de ce mouvement qui rassemble les parties prenantes du développement durable et de son financement. L'événement, du 29 novembre au 2 décembre, rassemble les acteurs du secteur financier, des Nations Unies, des organisations internationales, des ONG, des universités et gouvernements autour d'un objectif commun:

PHOTO: STEVE IUNCKER-GOMEZ



réorienter les capitaux pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

La Cité de Calvin peut se targuer d'un écosystème unique, a rappelé l'ambassadeur de la Mission suisse auprès de l'ONU, Jürg Lauber: «J'ai vécu la première phase de la mise en place de l'agenda 2030 à New York où la question principale était le financement des ODD. Nous discutons principalement entre Etats, mais il manquait le secteur privé. La Suisse, avec l'initiative Building Bridges, l'écosystème de la Genève internationale et sa place financière, comble cette lacune.»

Mettre autour de la même table les différentes parties prenantes du développement durable reste à ce jour le tour de force réussi par l'initiative lors de sa première édition en 2019. «Un des enjeux majeurs, sous-estimé, a été de réunir des profils, des perceptions différentes, car ce n'est qu'ensemble que nous ferons avancer l'agenda», souligne Sandrine Salerno, directrice de Sustainable Finance Geneva (SFG). Pour cela, il reste un langage commun à

trouver. «L'importance du vocabulaire est minimisée, indique Nadia Isler, directrice du SDG Lab. Cette initiative crée de la confiance entre les différents acteurs. Aux Nations Unies, nous avons les expertises technique et normative, les personnes autour de la table en ont d'autres qui nous manquent. Ce n'est qu'ensemble que nous

«Nous discutons principalement entre Etats, mais il manquait le secteur privé. La Suisse, avec l'initiative Building Bridges, (...) comble cette lacune»

Jürg Lauber, ambassadeur

parviendrons à obtenir toutes les variables pour résoudre l'équation avec des réponses pérennes.»

Les possibilités de pont entre les deux rives sont illustrées par Laurent Ramsey, vice-président de la Fondation Genève Place Financière et associé gérant du groupe Pictet. «Le devoir fiduciaire nous engage auprès de nos clients à leur offrir de la performance et la prise en compte des facteurs extrafinanciers est à ce titre extrêmement critique pour atteindre ces objectifs. Pour ce faire, nous avons besoin d'organisations non gouvernementales qui nous aident, soit à mobiliser l'industrie pour des actions collaboratives, soit pour nous amener des informations qui nous permettent d'allouer le capital correctement.»

Nouvelle venue dans la gouvernance, la conseillère d'Etat Verte Fabienne Fischer a rappelé la double perspective de la finance durable: au niveau global, mais aussi local, avec les besoins d'allouer les capitaux vers des activités durables et le financement de la transformation des secteurs les plus émetteurs d'émission carbone. La Suisse vise d'ici à 2050 la neutralité carbone. Un enjeu majeur pour l'économie suisse dans les années à venir.

Manque de données comparables

Les Nations Unies ont défini les objectifs de développement durable, le rôle de la finance est de les traduire en des moyens actionnables pour déployer les capitaux. Maintenant que les acteurs ont été réunis, les attentes pour cette deuxième édition sont forcément élevées. Trouver des réponses politiques, techniques, financières

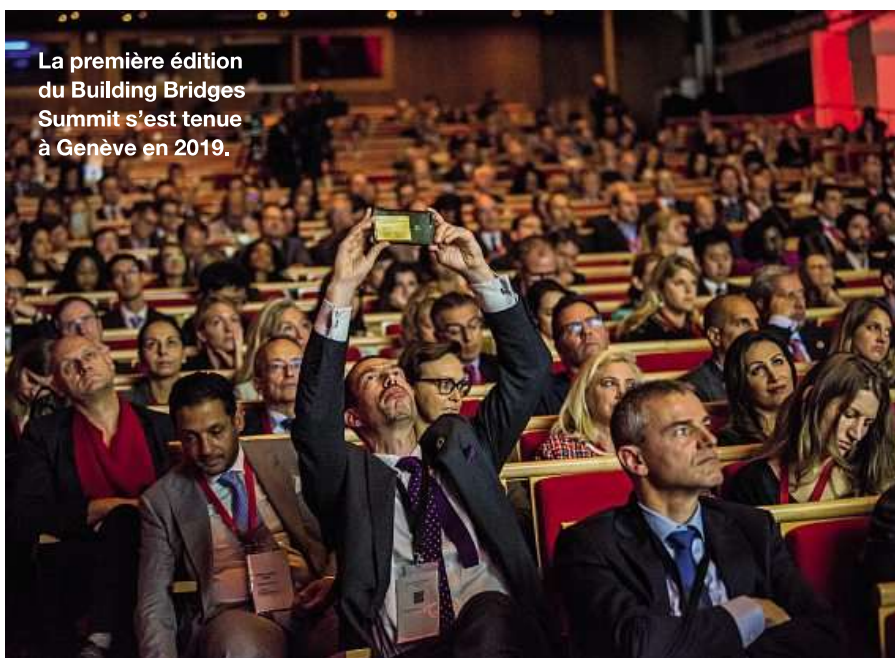
BRÈVES

Le G20 responsable de 80% des émissions

COP26 «Tout le monde a compris que Glasgow marquera une étape critique pour établir l'ambition de cette décennie décisive», a déclaré Alok Sharma, président britannique de la COP26, à quelques jours de l'ouverture de la conférence mondiale sur le climat. Selon la dernière évaluation des Nations Unies, les engagements actuels de réduction des émissions de CO₂ des Etats mènent la planète vers un réchauffement «catastrophique» de 2,7 degrés d'ici à la fin du siècle, loin de l'objectif de l'Accord de Paris, qui a fixé la limite à 2 degrés, avec un idéal à 1,5 degré. Alors que la crise climatique ne cesse de s'aggraver, avec ses conséquences sociales, la pression s'accroît sur les pays du G20. Ces derniers pèsent pour 80% des émissions mondiales et n'honorent pas leur promesse d'allouer 100 milliards de dollars par an aux pays du Sud pour qu'ils luttent contre les changements climatiques. Selon l'OCDE, 79 milliards ont été alloués en 2019. L'enjeu est enfin de s'accorder sur les derniers détails techniques de l'Accord de Paris: les nouvelles règles des marchés carbone et le cadre de transparence.

Economie: politiques dépassées

SUBVENTIONS Les prix du carbone ne sont pas alignés avec l'ambition de Paris. Selon la Banque mondiale, les prix devraient s'approcher de 100 euros par tonne pour être cohérents. On en est loin. L'économiste Marie Owens Thomsen pointe «les politiques économiques datées» qui ne font plus sens aujourd'hui. Les subventions en faveur du secteur fossile (6,5% du PIB mondial selon le FMI) illustrent le propos. «En Europe, le secteur aérien ne paie que 15% de ses émissions carbone», rappelle l'économiste de Lombard Odier. A la COP26, les Etats doivent se mettre d'accord sur des mécanismes plus précis en matière de fixation de prix et d'échange de droits d'émission de carbone, tout en évitant de créer des chocs susceptibles de menacer la stabilité financière.



La première édition du Building Bridges Summit s'est tenue à Genève en 2019.

L'ÉDITION 2021 EN BREF

Lancé à Genève en 2019 pour peser sur l'agenda international et l'avenir de la finance durable, Building Bridges proposera du 29 novembre au 2 décembre un sommet et 77 événements. Ces derniers couvrent un large éventail de sujets, tels que la santé, la biodiversité, le changement climatique, l'économie circulaire, l'alimentation et l'agriculture ou encore les inégalités. Les événements seront marqués par des annonces et des engagements concrets, avancent les organisateurs. Le sommet de cette 2^e édition doit également rassembler des dirigeants suisses et internationaux. Cette journée sera axée autour de trois panels: comment générer des impacts positifs avec les capitaux, comment obtenir des données extra-financières pertinentes et une dernière session consacrée au potentiel des fintech et de l'innovation dans la transition de l'économie.

qui tiennent dans la durée avec de l'impact, la tâche est immense.

Pour l'heure, les terminologies et consensus manquent. La question de la transparence de l'information financière relative au climat (TCFD) est néanmoins en passe d'être atteinte. Cette définition d'exigences minimales vise à garantir que les informations fournies soient pertinentes, comparables et, si possible, prospectives et fondées sur des scénarios. Ce cadre international doit permettre aux entreprises et au secteur financier d'évaluer et de chiffrer correctement leur exposition au risque climatique. Aujourd'hui les professionnels de l'investissement peinent à récolter des informations de qualité pour mesurer les im-

pacts des entreprises sur l'environnement et la société. La Suisse, qui incite sur une base volontaire les grandes entreprises du pays à publier un rapport sur les questions climatiques, prévoit une mise en œuvre contraignante des recommandations de la TCFD à partir de 2024, et cela pour tous secteurs confondus.

«Au-delà de la finance durable, beaucoup de ces sujets vont toucher l'ensemble de l'économie, insiste Patrick Odier. Pour que la finance puisse être efficace dans son rôle d'accélérateur, certaines de ces décisions s'appliquent à l'ensemble des acteurs économiques et pas uniquement au secteur de la finance. Exiger que toute industrie, quelle qu'elle soit, produise des informa-

tions que tout le monde puisse interpréter de manière correcte, y compris les financiers, est crucial.»

Genève et son écosystème, selon les initiateurs de Building Bridges, peuvent avoir un rôle-clé dans la traduction du langage des Etats et du secteur privé. «Il s'agit de créer les standards avec les organisations dont c'est la mission et se mettre d'accord dans l'industrie pour pouvoir les appliquer, déclare Patrick Odier. La Suisse est extraordinairement bien placée pour y parvenir, car il est très facile d'aller rencontrer toutes les parties prenantes, quasiment sans protocole, et avec autant d'expertises réunies. Peu de pays dans le monde offrent ces opportunités.» ■

NET ZERO 12,9 milliards à investir par an

L'objectif de neutralité carbone que s'est fixé la Suisse d'ici à 2050 a un coût: 387,2 milliards de francs. Il s'agit du volume d'investissement nécessaire pour que l'économie suisse atteigne l'objectif climatique, soit en moyenne 12,9 milliards chaque année selon l'Association suisse des banquiers. Ce montant représente environ 2% du produit intérieur brut de la Suisse. Selon l'étude menée en partenariat avec le Boston Consulting Group, la place financière suisse est en mesure de financer la majeure partie des investissements nécessaires (91%) - par l'octroi de crédits ainsi que sur le marché des capitaux. Pour le solde, des partenariats publics-privés sont évoqués. La grande majorité du volume

d'investissement annuel (10,7 milliards par an) émanerait des crédits bancaires et hypothèques. Un milliard par an (8%) pourrait être financé sur le marché suisse des capitaux.

En Suisse, les voitures privées et les bâtiments représentent à eux seuls près de 48% des émissions de gaz à effet de serre. En comparaison européenne, souligne

Plus d'un million d'habitations nécessitent une rénovation énergétique en Suisse

Estimation de l'Office fédéral de l'environnement

l'étude, ces deux secteurs polluent deux fois plus. Le pouvoir d'achat suisse et l'attrait pour les grosses cylindrées, expliquent cet écart tout comme le chauffage au fioul dont la Suisse est à ce jour championne d'Europe. Avec près de deux tiers des bâtiments chauffés aux énergies fossiles, l'Office fédéral de l'environnement estime que plus d'un million d'habitations nécessitent une rénovation énergétique. Ces deux secteurs nécessiteraient respectivement 5,7 et 2,1 milliards d'investissements chaque année pour atteindre la neutralité carbone. Rien que le développement de l'infrastructure de recharge publique et privée pour voitures électriques représente un marché de 440 millions par an. ■